Art. 22. Dit akkoord wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Brussel, op 27 februari 2014, in zoveel exemplaren als er contracterende partijen zijn, in de Franse taal.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor de Waalse Regering :

R. DEMOTTE

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,
Ch. DOULKERIDIS

Brussel, 4 april 2014.

De voorzitter,

De secretaris,

De griffier,

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C − 2014/31507]

4 AVRIL 2014. — Décret relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1er. Le présent décret est adopté en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° Communauté : la Communauté française;

2° Région : la Région wallonne;

3° Commission : la Commission communautaire française;

4° Parlement de la Communauté : le Parlement de la Communauté française;

5° Parlement wallon : le Parlement de la Région wallonne;

6° Assemblée : l'Assemblée de la Commission communautaire française;

7° Gouvernement communautaire : le Gouvernement de la Communauté française;

8° Gouvernement wallon : le Gouvernement de la Région wallonne;

9° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

10° loi spéciale : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

11° loi spéciale du 12 janvier 1989 : la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

12° loi spéciale de financement : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 3. La Région et la Commission, la première sur le territoire de la région de langue française et la seconde sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences de la Communauté dans les matières suivantes :

1° en ce qui concerne l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, visés à l'article 4, 9°, de la loi spéciale : les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées;

2° la promotion sociale, visée à l'article 4, 15°, de la loi spéciale;

3° la reconversion et le recyclage professionnels, visés à l'article 4, 16°, de la loi spéciale;

4° les systèmes de formation en alternance visés à l'article 4, 17°, de la loi spéciale, à l'exclusion de l'enseignement en alternance;

5° le transport scolaire, visé à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement; les décrets et les arrêtés réglementaires sont pris de l'avis conforme du Gouvernement communautaire en ce qu'ils concernent les normes relatives au droit au transport;

6° la politique de santé, visée à l'article 5, § 1er, I, de la loi spéciale, à l'exception :

a) des hôpitaux universitaires;

b) des conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux visés au point *a)*;

c) de l'Académie royale de médecine de Belgique;

d) de l'agrément et du contingentement des professions des soins de santé;

e) des activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants;

f) de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE);

g) du contrôle médico-sportif;

h) de la Société scientifique de médecine générale;

7° l'aide aux personnes, visée à l'article 5, § 1er, II, de la loi spéciale, à l'exception :

a) de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

b) des services « espaces-rencontres »;

c) de l'aide sociale aux justiciables;

d) de la protection de la jeunesse;

e) de l'aide sociale aux détenus;

f) de l'aide juridique de première ligne;

8° les prestations familiales, visées à l'article 5, § 1er, IV, de la loi spéciale.

Art. 4. Dans les matières visées à l'article 3 :

1° la Région et la Commission ont les mêmes compétences que celles attribuées à la Communauté;

2° le pouvoir décrétal s'exerce collectivement, conformément aux articles 18, 19, § 1er, alinéa 1er, et § 2, 21 et 22, de la loi spéciale, selon le cas, par le Parlement et le Gouvernement wallon ou par l'Assemblée et le Collège; les décrets mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 127 ou à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution;

3° le Gouvernement wallon et le Collège font, chacun en ce qui le concerne, les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des décrets, conformément à l'article 20 de la loi spéciale; les règlements et arrêtés mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 127 ou à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution;

4° la sanction et la promulgation des décrets du Parlement wallon se font de la manière prévue à l'article 54, § 3, de la loi spéciale; la sanction et la promulgation des décrets de l'Assemblée se font de la manière suivante :

« L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

(Décret)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. »

5° après promulgation, les décrets du Parlement wallon et de l'Assemblée sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 56 de la loi spéciale s'applique à ces arrêtés;

6° les arrêtés du Gouvernement wallon et du Collège sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 84, 1°, alinéa 2 et 2°, de la loi spéciale s'applique à ces arrêtés;

7° pour le reste, le Parlement wallon et le Gouvernement wallon ainsi que l'Assemblée et le Collège exercent leurs compétences conformément aux règles de fonctionnement prévues respectivement par ou en vertu de la loi spéciale et de la loi du 12 janvier 1989, moyennant les adaptations nécessaires.

Art. 5. Les biens meubles et immeubles de la Communauté française, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences dans les matières visées à l'article 3 sont transférés, sans indemnité, à la Région et à la Commission, chacune pour ce qui la concerne.

Parmi les « biens meubles et immeubles de la Communauté française » au sens de l'alinéa 1er, sont également compris les biens meubles et immeubles de l'Etat fédéral indispensables à l'exercice des compétences supplémentaires transférées à la Communauté par la loi spéciale du 26 décembre 2013 relative à la sixième réforme de l'Etat dans les matières visées à l'article 3.

Les biens meubles et immeubles de la Région et de la Commission, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences de la Communauté qui étaient exercées par la Région et la Commission, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, et qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret, sont transférés, sans indemnité, à la Communauté.

Les conditions et les modalités des transferts visées aux alinéas 1er à 3 sont fixées par arrêté du Gouvernement communautaire, pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège. Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Art. 6. § 1er. En vue de l'exercice des compétences attribuées à la Région et à la Commission dans les matières visées à l'article 3, des membres du personnel des services de la Communauté sont transférés à la Région et à la Commission de manière équitable et en fonction des besoins, par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

Par « membres du personnel des services de la Communauté », il y a lieu d'entendre également les membres des personnels des services de l'Etat qui sont transférés, conformément à l'article 88 de la loi spéciale, en vue de l'exercice des compétences supplémentaires attribuées à la Communauté par la loi spéciale du 26 décembre 2013 relative à la sixième réforme de l'Etat dans les matières visées à l'article 3.

En vue de l'exercice de compétences qui étaient exercées par la Région et la Commission, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, et qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret, des membres du personnel des services de la Région ou de la Commission sont transférés à la Communauté par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

§ 2. Le Gouvernement communautaire détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés au § 1er.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les membres du personnel visés au § 1er, alinéa 2, sont immédiatement transférés à la Région et à la Commission à la date et selon les modalités déterminées conformément à l'article 88, § 2, de la loi spéciale.

§ 3. Les membres du personnel transférés conformément au §§ 1er et 2 le sont dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

§ 4. La rémunération et les frais de fonctionnement du personnel transféré conformément aux §§ 1er et 2 sont à charge du budget, selon le cas, de la Région ou de la Commission ou de la Communauté vers laquelle il est transféré.

Art. 7. § 1er. Outre les dotations prévues par l'article 7 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, une dotation additionnelle est octroyée annuellement à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

§ 2. Le montant de la dotation additionnelle octroyée à la Région wallonne est égal à la somme des montants suivants :

1° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 5.820.251 €; à partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est adapté en le multipliant par un coefficient égal au rapport entre le montant de la dotation de la Communauté française prévue à l'article 40*quinquies* de la loi spéciale de financement pour l'année considérée et le montant de la même dotation pour l'année budgétaire précédente;

2° les montants octroyés annuellement à la Communauté française à partir de l'année budgétaire 2015 en vertu des articles 47/5, 47/6 et 47/7 de la loi spéciale de financement, déduction faite, le cas échéant, des montants mis à charge de la Communauté française en vertu de l'article 68*quinquies* de la loi spéciale de financement;

3° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 234.483.192 €, dont il est déduit, le cas échéant, un montant fixé conformément à l'article 47/8, alinéa 2, de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989 dans la mesure où la déduction prévue par cet article est relative à un service situé dans la région de langue française; à partir de l'année budgétaire 2016, le montant ainsi réduit le cas échéant, est adapté conformément à l'article 47/8, alinéas 3 à 5, de la loi spéciale de financement;

4° les montants octroyés annuellement à la Communauté française à partir de l'année budgétaire 2015 en vertu de l'article 47/9, § 3, alinéa 3, de la loi spéciale de financement, déduction faite du financement assuré annuellement par l'autorité fédérale, conformément à l'article 47/9, § 4, de la loi spéciale de financement pour des investissements des infrastructures hospitalières et des services médicotechniques qui sont transférés par le présent décret à la Région wallonne;

5° pour l'année budgétaire 2015, un montant égal à la somme :

a) de la valeur négative du montant fixé à l'article 48/1, § 1er, alinéa 1er, 2°, pour la Communauté française;

b) de 29,25 % des moyens octroyés à la Communauté flamande, à la Communauté française et à la Commission communautaire commune en vertu de l'article 47/7, § 2, de la loi spéciale de financement pour l'année budgétaire 2015 desquels sont déduits les moyens octroyés à la Communauté française en vertu de l'article 47/7, § 3, alinéa 1er, pour l'année budgétaire 2015;

c) d'un montant résultant de la différence entre le montant de 208.479.620 € et le montant repris au 3° pour l'année budgétaire 2015, avant la déduction éventuelle prévue sous cette même disposition;

d) de la valeur négative du montant de 44.001.224 €;

6° pour l'année budgétaire 2016, un montant égal à la somme :

a) du montant obtenu en application du 5° pour l'année budgétaire 2015;

b) du montant obtenu par la différence entre les deux montants suivants :

- 27,07% du montant fixé à l'article 48/1, § 4, alinéa 2, 2°, de la loi spéciale de financement avant application de la clé de répartition qui est définie à cette même disposition;

- *le montant obtenu pour l'année* 2016 en application du 4°;

c) un montant négatif de 45.477.841 €;

7° pour l'année budgétaire 2017 et chacune des années budgétaires suivantes, le montant prévu au 6°, après adaptation selon les modalités définies à l'article 35*nonies*, § 1er, alinéas 4 et 5, de la loi spéciale de financement.

§ 3. Le montant de la dotation additionnelle octroyée chaque année à la Commission communautaire française est égal à la somme des montants suivants :

1° pour l'année budgétaire 2015, un montant de 2.858.693 €; à partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est adapté en le multipliant par un coefficient égal au rapport entre le montant de la dotation de la Communauté française prévue à l'article 40*quinquies* de la loi spéciale de financement pour l'année considérée et le montant de la même dotation pour l'année budgétaire précédente;

2° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 560.090 €; à partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est adapté conformément à l'article 47/8, alinéas 3 à 5, de la loi spéciale de financement;

3° pour l'année budgétaire 2015 un montant correspondant à 1,48 % des moyens octroyés à la Communauté flamande, à la Communauté française et à la Commission communautaire commune en vertu de l'article 47/7, §§ 1er et 2 de loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, duquel est déduit le cas échéant :

a) le montant fixé en application de l'article 47/7, § 3, alinéa 2, de la loi spéciale de financement dans la mesure où la déduction prévue par cet article est relative à des services de gériatrie établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, devaient être considérés au 1er janvier 2013 comme appartenant exclusivement à la Communauté française;

b) les montants fixés en application de l'article 48/1, § 1er, alinéas 2 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1er, I, alinéa 1er, 3°, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, ne doivent plus être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et relèvent en conséquence de la Commission communautaire commune;

et auquel est ajouté, le cas échéant, le montant fixé en application de l'article 48/1, § 1er, alinéas 3 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1er, I, alinéa 1er, 3°, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, doivent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et ne relèvent en conséquence plus de la Commission communautaire commune; pour les années 2016 jusqu'à 2024 inclus, le montant octroyé est identique au montant octroyé en 2015; à partir de 2025 jusqu'à 2034, le montant octroyé est réduit linéairement sur 10 ans jusqu'à 0;

4° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 52.677.231 € duquel est déduit le cas échéant :

a) le montant fixé en application de l'article 47/8, alinéa 2, de la loi spéciale de financement dans la mesure où la déduction prévue par cet article est relative à des services spécialisés de revalidation et de traitement établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, devaient être considérés au 1er janvier 2013 comme appartenant exclusivement à la Communauté française;

b) les montants fixés en application de l'article 48/1, § 1er, alinéas 2 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1er, I, alinéa 1er, 2°, 4° et 5°, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, ne doivent plus être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et relèvent en conséquence de la Commission communautaire commune;

et auquel est ajouté, le cas échéant, le montant fixé en application de l'article 48/1, § 1er, alinéas 3 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1er, I, alinéa 1er, 2°, 4° et 5°, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, doivent être consi dérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et ne relèvent en conséquence plus de la Commission communautaire commune; pour les années 2016 jusqu'à 2024 incluse, le montant octroyé est identique au montant octroyé en 2015; à partir de 2025 jusqu'à 2034, le montant octroyé est réduit linéairement sur 10 ans jusqu'à 0;

5° pour les années budgétaires 2016 à 2024 incluses, un montant équivalent à 0,0685 % du montant fixé à l'article 48/1, § 4, alinéa 2, 2 ° de la loi spéciale de financement avant application de la clé de répartition qui est définie à cette même disposition; à partir de l'année budgétaire 2025 jusqu'à 2034 incluse, cette dotation est réduite linéairement sur 10 ans jusqu'à 0;

6° pour l'année budgétaire 2015, un montant négatif de 59.546 €;

7° pour l'année budgétaire 2016, un montant négatif de 121.090 €;

8° pour l'année budgétaire 2017 et chacune des années budgétaires suivantes, le montant prévu au 7°, après adaptation selon les modalités définies à l'article 35*nonies*, § 1er, alinéas 4 et 5 de la loi spéciale de financement.

Il est déduit chaque année de la dotation visée à l'alinéa 1er, le financement assuré par l'autorité fédérale, conformément à l'article 47/9, § 4, de la loi spéciale de financement, des investissements des infrastructures hospitalières et des services médicotechniques qui sont transférés par le présent décret à la Commission communautaire française.

§ 4. Dès l'entrée en vigueur des arrêtés prévus à l'article 6, § 1er, alinéa 1er, et pris en vue de l'exercice de compétences effectivement exercées par la Communauté jusqu'à l'entrée en vigueur du présent décret, les montants visés au § 2, 1° et § 3, 1° sont augmentés chacun d'un montant fixé par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège; ce montant ne peut être supérieur au montant total des dépenses relatives à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré respectivement à la Région et à la Commission par ces arrêtés.

Dès l'entrée en vigueur des arrêtés prévus à l'article 6, § 1er, alinéa 3, les montants visés au § 2, 1° et § 3, 1° sont diminués chacun d'un montant fixé par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège; ce montant ne peut être supérieur au montant total des dépenses relatives à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré respectivement de la Région et de la Commission par ces arrêtés.

§ 5. Les dotations prévues par les §§ 2 et 3 sont liquidées conformément aux modalités fixées par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège, dans le respect des principes énoncés à l'article 54, § 1er, alinéa 4, et § 2, de la loi spéciale de financement le jour ouvrable suivant celui du transfert à la Communauté des moyens visés par cet article.

Art. 8. Dans l'hypothèse où des prélèvements sont effectués sur les moyens à transférer à la Communauté française en application des articles 75 ou 77 de la loi spéciale de financement en raison de dépenses effectuées par l'autorité fédérale ou des institutions fédérales dans le cadre des compétences visées à l'article 3 du présent décret, ces prélèvements sont répercutés, selon le cas, sur les montants liquidés par la Communauté à la Région ou la Commission concernée, par arrêté du Gouvernement communautaire après concertation avec le Gouvernement ou le Collège concerné.

Art. 9. A titre transitoire, durant la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2014, la Communauté procède, pour le compte de la Région et de la Commission, à charge des crédits ouverts par décret, aux engagements, ordonnancements et liquidations des dépenses qui résultent de l'application des décrets, des règlements ou de décisions, relativement aux compétences visées à l'article 3 qui étaient effectivement exercées par la Communauté jusqu'au 30 juin 2014.

Aucun décret, aucun arrêté et aucune décision dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses qui sont prises en charge par la Communauté conformément à l'alinéa 1er ou par une institution compétente rendue compétente par les décrets et règlements visés à l'alinéa 1er, ne peut entrer en vigueur avant le 1er janvier 2015, s'il n'a pas été préalablement soumis pour rapport à l'inspecteur des Finances accrédité auprès du ministre communautaire compétent pour ces dépenses. Dans son rapport, qu'il remet dans les quinze jours à dater de la réception de la demande, l'inspecteur des Finances évalue le montant de la répercussion directe ou indirecte qu'aura le décret, la règle visée à l'article 134 de la Constitution, l'arrêté ou la décision sur ces dépenses, telles que prévues au budget de la Communauté ou de l'institution communautaire concernée.

L'avis visé à l'alinéa 2 est communiqué au Gouvernement ou au Collège concerné, ainsi qu'au ministre communautaire qui a le budget et les finances dans ses attributions. Celui-ci, après concertation avec le Gouvernement ou le Collège concerné, établit, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, le montant provisionnel, en plus ou en moins, selon le cas, qui est imputé sur les acomptes des dotations visées à l'article 7 du décret du 22 juillet 1993 encore à verser pour l'année 2014 à l'entité concernée.

Au terme de l'exercice budgétaire 2014, le montant de l'impact des mesures prises conformément à l'alinéa 2 sur cet exercice budgétaire est fixé par arrêté du Gouvernement communautaire, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, après concertation avec le gouvernement ou le collège concerné.

Ce montant, déduction faite du montant provisionnel visé à l'alinéa 3, est pris en compte, en plus ou moins, dans le solde des dotations précitées.

Art. 10. A titre transitoire, durant la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2014, la Région wallonne, d'une part, et la Commission communautaire française, d'autre part, procèdent, pour le compte de la Communauté française, à charge des crédits ouverts par décrets, aux engagements, ordonnancements et liquidations des dépenses qui résultent de l'application des décrets, des règlements ou de décisions, relativement aux compétences qui sont exercées par elles, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, mais qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret à partir du 1 juillet 2014.

Aucun décret, aucun arrêté et aucune décision dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses qui sont prises en charge par la Région wallonne ou respectivement la Commission communautaire française conformément à l'alinéa 1er ou par une institution rendue compétente par les décrets et règlements visés à l'alinéa 1er, ne peut entrer en vigueur avant le 1er janvier 2015, s'il n'a pas été préalablement soumis pour rapport à l'inspecteur des Finances accrédité auprès du ministre wallon ou du ministre de la commission communautaire française compétent pour ces dépenses. Dans son rapport, qu'il remet dans les quinze jours à dater de la réception de la demande, l'inspecteur des Finances évalue le montant de la répercussion directe ou indirecte qu'aura le décret, la règle visée à l'article 134 de la Constitution, l'arrêté ou la décision sur ces dépenses telles que prévues au budget de la Région wallonne ou de respectivement la Commission communautaire française ou de l'institution concernée.

L'avis visé à l'alinéa 2 est communiqué au Gouvernement de la Communauté française, ainsi qu'au ministre wallon ou respectivement au ministre de la Commission communautaire française qui a le budget et les finances dans ses attributions. Celui-ci, après concertation avec le Gouvernement de la Communauté française, établit, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, le montant provisionnel, en plus ou en moins, selon le cas, qui est imputé sur les acomptes des dotations visées à l'article 7 du décret du 22 juillet 1993 encore à verser pour l'année 2014 à l'entité concernée.

Au terme de l'exercice budgétaire 2014, le montant de l'impact des mesures prises conformément à l'alinéa 2 sur cet exercice budgétaire est fixé par arrêté du gouvernement ou du Collège selon le cas, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, après concertation avec le gouvernement de la Communauté française. Ce montant, déduction faite du montant provisionnel visé à l'alinéa 3, est pris en compte, en plus ou moins, dans le solde des dotations précitées.

Art. 11. § 1er. Le Parlement wallon peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de la loi spéciale de financement et en vertu des dispositions du présent décret pour le financement, tant du budget des matières visées aux articles 3 et 39 de la Constitution que du budget des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution.

§ 2. L'Assemblée peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de l'article 178 de la Constitution, de la loi du 12 janvier 1989, de la loi de financement et en vertu du présent décret pour le financement, tant du budget des matières visées aux articles 136, 163 et 166, § 3, de la Constitution que du budget des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Art. 12. § 1er. La Région et la Commission succèdent, chacune en ce qui la concerne, aux droits et obligations de la Communauté relatifs aux compétences visées à l'article 3 ainsi qu'aux biens transférés en vertu de l'article 5, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Sont également visés les droits et obligations relatifs aux compétences supplémentaires transférées à la Communauté par la loi spéciale du 26 décembre 2013 relative à la sixième réforme de l'Etat dans les matières visées à l'article 3, auxquels la Communauté succède en vertu de l'article 61, § 8, de la loi spéciale de financement.

§ 2. La Communauté succède aux droits et obligations de la Région et de la Commission relatifs à l'exercice des compétences de la Communauté qui étaient exercées par la Région et la Commission, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, et qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret.

Toutefois, la Région et la Commission demeurent, pour les engagements contractés avant le 1er juillet 2014, liées par les obligations existant au 30 juin 2014

1° soit lorsque leur paiement est dû à cette date s'il s'agit de dépenses fixes ou de dépenses pour lesquelles une déclaration de créance ne doit pas être produite;

2° soit pour les autres dettes lorsqu'elles sont certaines et que leur paiement a été régulièrement réclamé à cette même date, conformément aux lois, décrets et règlements en vigueur.

§ 3. En cas de litige, la Communauté, la Région ou la Commission peut toujours, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

Art. 13. La Communauté, la Région et la Commission concluent un accord de coopération, conformément à l'article 92*bis*, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980, afin de favoriser la convergence de leurs politiques dans les matières de la santé et de l'aide aux personnes.

Cet accord de coopération prévoit, en tout cas :

a) L'instauration d'un socle de principes communs dans le respect desquels les parties s'engagent à exercer leurs compétences dans les matières des soins de santé et de l'aide aux personnes, en veillant à leur application effective;

b) La création d'une structure de concertation entre les différentes entités afin d'assurer la convergence des politiques menées sur les territoires de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, d'améliorer la gestion de ces mêmes compétences et de veiller à l'application effective des principes communs visés au point *a)*.

Cette structure de concertation comporte un comité ministériel rassemblant des ministres de tous les exécutifs des entités fédérées concernées, devant se réunir de façon régulière, ainsi qu'un organe de concertation composé de représentants des partenaires associés à la gestion de ces compétences qui sera chargé de rendre des avis, des recommandations et des évaluations sur la manière de concrétiser une vision politique structurante et durable de ces compétences.

Une concertation régulière des fonctionnaires dirigeants des organes administratifs concernés est organisée.

Art. 14. Les missions, biens, membres du personnel, droits et obligations des organismes publics fédéraux qui sont transférés à la Communauté, en vertu de la loi du 13 mars 1991 relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, dans les matières visées à l'article 3, sont immédiatement retransférés de manière équitable et en fonction des besoins à la Région et à la Commission par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

Art. 15. Le présent décret abroge et remplace le décret III du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, à l'exception des articles 7, 9, alinéa 2, 10, § 1er, 11, 3° et 14, alinéa 2, de ce décret.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le jour où entre en vigueur l'accord de coopération visé à l'article 13.

Bruxelles, le 4 avril 2014.

Le Président,

Le Secrétaire,

Le Greffier,

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C − 2014/31507]

4 APRIL 2014. — Decreet betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie hecht zijn goedkeuring aan :

Artikel 1. Dit decreet wordt goedgekeurd in toepassing van artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit decreet moet worden verstaan onder :

1° Gemeenschap : de Franse Gemeenschap;

2° Gewest : het Waalse Gewest;

3° Commissie : de Franse Gemeenschapscommissie;

4° Parlement van de Gemeenschap : het Parlement van de Franse Gemeenschap;

5° Waals Parlement : het Parlement van het Waalse Gewest;

6° Raad : de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie;

7° Gemeenschapsregering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

8° Waalse Regering : de Regering van het Waalse Gewest;

9° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

10° bijzondere wet : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

11° bijzondere wet van 12 januari 1989 : de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

12° bijzondere financieringswet : de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van gemeenschappen en gewesten.

Art. 3. Het Gewest en de Commissie, het eerste op het grondgebied van het Franse taalgebied en de tweede op het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, oefenen de bevoegdheden van de Gemeenschap uit in de volgende aangelegenheden :

1° wat de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven bedoeld in artikel 4, 9° van de bijzondere wet betreft : de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé-infrastructuren;

2° de sociale promotie bedoeld in artikel 4, 15° van de bijzondere wet;

3° de beroepsomscholing en -bijscholing bedoeld in artikel 4, 16° van de bijzondere wet;

4° de systemen van de alternerende beroepsopleidingen bedoeld in artikel 4, 17° van de bijzondere wet, met uitsluiting van het alternerend onderwijs;

5° het leerlingenvervoer bedoeld in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving; de decreten en reglementaire besluiten worden op eensluidend advies van de Gemeenschapsregering genomen in zover ze betrekking hebben op de normen aangaande het recht op vervoer;

6° het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I van de bijzondere wet, met uitzondering van :

a) de universitaire ziekenhuizen;

b) de revalidatieovereenkomsten met de in punt *a)* bedoelde ziekenhuizen;

c) de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België;

d) de erkenning en contingentering van de gezondheidszorgberoepen;

e) de activiteiten en diensten inzake preventieve geneeskunde bestemd voor zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten;

f) wat behoort tot de opdrachten toegewezen aan de "Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE)" (dienst voor geboorte en kinderwelzijn);

g) de medisch-sportieve controle;

h) de Société scientifique de médecine générale;

7° de hulp aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II van de bijzondere wet, met uitzondering van :

f) wat behoort tot de opdrachten toegewezen aan de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

b) de diensten "Espaces Rencontres";

c) het justitieel welzijnswerk;

d) de jeugdbescherming;

e) de sociale hulpverlening aan gedetineerden;

f) de juridische eerstelijnsbijstand;

8° de gezinsprestaties bedoeld in artikel 5, § 1, IV van de bijzondere wet.

Art. 4. In de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden :

1° hebben het Gewest en de Commissie dezelfde bevoegdheden als deze die aan de Gemeenschap toegewezen zijn;

2° wordt de decreetgevende macht, overeenkomstig de artikelen 18, 19, § 1, eerste lid en § 2, 21 en 22 van de bijzondere wet, naargelang het geval, gezamenlijk uitgeoefend door het Waals Parlement en de Waalse Regering of door de Raad en het College; in de decreten staat vermeld dat zij een in artikel 127 of 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid regelen, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet;

3° maken de Waalse Regering en het College, ieder wat hem betreft, de verordeningen en nemen ze de besluiten die voor de uitvoering van de decreten nodig zijn, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet; in de verordeningen en besluiten staat vermeld dat zij een in artikel 127 of 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid regelen, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet;

4° geschieden de bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van het Waals Parlement op de in artikel 54, § 3 van de bijzondere wet bedoelde wijze; de bekrachtiging en afkondiging van de decreten van de Raad geschieden op de volgende wijze :

"De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

(Decreet)

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. "

5° worden de decreten van het Waals Parlement en van de Raad, na hun afkondiging, met een Nederlandse vertaling in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt; artikel 56 van de bijzondere wet is op die besluiten van toepassing;

6° worden de besluiten van het Waals Parlement en van het College, na hun afkondiging, met een Nederlandse vertaling in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt; artikel 84, 1°, tweede lid en 2° van de bijzondere wet is op die besluiten van toepassing;

7° oefenen het Waals Parlement en de Waalse Regering, alsook de Raad en het College, voor het overige hun bevoegdheden uit overeenkomstig de werkingsregels die bepaald zijn bij of krachtens respectievelijk de bijzondere wet en de wet van 12 januari 1989, mits de nodige aanpassingen.

Art. 5. De roerende en onroerende goederen van de Franse Gemeenschap, zowel van het openbaar als van het privaat domein, die onmisbaar zijn voor de uitoefening van de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden, worden zonder schadeloosstelling naar het Gewest en de Commissie, ieder wat hem betreft, overgedragen.

Tot de "roerende en onroerende goederen van de Franse Gemeenschap", in de zin van het eerste lid, behoren ook de roerende en onroerende goederen van de federale staat die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de bijkomende bevoegdheden die naar de Gemeenschap worden overgeheveld bij de bijzondere wet van 26 december 2013 betreffende de zesde staatshervorming in de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden.

De roerende en onroerende goederen van het Gewest en de Commissie, zowel van het openbaar als van het privaat domein, die onmisbaar zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Gemeenschap die voorheen werden uitgeoefend door het Gewest en de Commissie, overeenkomstig artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap, en die overeenkomstig dit decreet opnieuw worden uitgeoefend door de Gemeenschap, worden kosteloos overgedragen naar de Gemeenschap.

De voorwaarden en regels betreffende de in het eerste tot derde lid bedoelde overdrachten, worden vastgesteld bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College. De overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit kunnen ze, zonder verdere vormen, tegen derden worden ingeroepen.

Art. 6. § 1. Voor de uitoefening van de bevoegdheden die voor de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden aan het Gewest en de Commissie worden toegekend, worden personeelsleden van de diensten van de Gemeenschap, bij een op eensluidend advies van de Waalse Regering en van het College genomen besluit van de Gemeenschapsregering, op billijke wijze en naargelang de behoeften overgedragen naar het Gewest en de Commissie.

Onder "personeelsleden van de diensten van de Gemeenschap" worden tevens verstaan de personeelsleden van de overheidsdiensten die overeenkomstig artikel 88 van de bijzondere wet worden overgedragen voor de uitoefening van de bijkomende bevoegdheden die aan de Gemeenschap worden toegekend bij de bijzondere wet van 26 december 2013 betreffende de zesde staatshervorming in de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden.

Voor de uitoefening van de bevoegdheden die voorheen werden uitgeoefend door het Gewest en de Commissie, overeenkomstig artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, en die overeenkomstig dit decreet opnieuw worden uitgeoefend door de Gemeenschap, worden personeelsleden van de diensten van het Gewest of de Commissie overgedragen naar de Gemeenschap bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

§ 2. Na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, bepaalt de Gemeenschapsregering de datum en de nadere regels voor de overdracht van de in § 1 bedoelde personeelsleden.

In afwijking op het eerste lid, worden de in § 1, tweede lid bedoelde personeelsleden onmiddellijk overgedragen aan het Gewest en de Commissie op de datum en volgens de regels vastgesteld overeenkomstig artikel 88, § 2 van de bijzondere wet.

§ 3. De personeelsleden worden overeenkomstig de §§ 1 en 2 overgedragen in hun graad of in een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Ze behouden ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of gehad zouden hebben indien ze binnen hun oorspronkelijke dienst het ambt waren blijven uitoefenen dat ze op het ogenblik van hun overdracht bekleedden.

§ 4. De bezoldiging en de werkingskosten van het overeenkomstig de §§ 1 en 2 overgedragen personeel komen, naargelang het geval, ten laste van de begroting van het Gewest of de Gemeenschap waarnaar de overdracht is geschied.

Art. 7. § 1. Behalve de dotaties die zijn voorzien door artikel 7 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, wordt jaarlijks een bijkomende dotatie toegekend aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Het bedrag van de aan het Waalse Gewest toegekende bijkomende dotatie is gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag dat voor het begrotingsjaar 2015 is vastgesteld op 5.820.251 €; vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt dat bedrag aangepast door het te vermenigvuldigen met een coëfficiënt gelijk aan de verhouding tussen het bedrag van de in artikel 40*quinquies* van de bijzondere financieringswet voorziene dotatie van de Franse Gemeenschap en het bedrag van dezelfde dotatie voor het voorgaande begrotingsjaar;

2° de bedragen die vanaf het begrotingsjaar 2015 jaarlijks worden toegekend aan de Franse Gemeenschap overeenkomstig de artikelen 47/5, 47/6 en 47/7 van de bijzondere financieringswet, verminderd met, naargelang het geval, de bedragen die ten laste zijn van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 68*quinquies* van de bijzondere financieringswet;

3° een bedrag dat voor het begrotingsjaar 2015 is vastgesteld op 234.483.192 €, naargelang het geval verminderd met een bedrag vastgesteld overeenkomstig artikel 47/8, tweede lid van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989 in de mate dat de door dit artikel voorziene vermindering betrekking heeft op een dienst gevestigd in het Franse taalgebied; vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt het in voorkomend geval aldus verminderde bedrag aangepast overeenkomstig artikel 47/8, derde tot vijfde lid, van de bijzondere financieringswet;

4° de bedragen die vanaf het begrotingsjaar 2015 jaarlijks worden toegekend aan de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 47/9, § 3, derde lid van de bijzondere financieringswet, verminderd met de jaarlijkse financiering door de federale overheid, overeenkomstig artikel 47/9, § 4 van de bijzondere financieringswet, voor investeringen van ziekenhuisinfrastructuren en medisch-technische diensten die door dit decreet worden overgedragen aan het Waalse Gewest;

5° voor het begrotingsjaar 2015, een bedrag gelijk aan de som van :

a) de negatieve waarde van het bedrag vastgesteld in artikel 48/1, § 1, eerste lid, 2° voor de Franse Gemeenschap;

b) 29,25 % van de middelen toegekend aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie overeenkomstig artikel 47/7, § 2 van de bijzondere financieringswet voor het begrotingsjaar 2015, verminderd met de middelen toegekend aan de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 47/7, § 3, eerste lid voor het begrotingsjaar 2015;

c) het verschil tussen het bedrag van 208.479.620 € en het bedrag vermeld in 3° voor het begrotingsjaar 2015, vóór de eventuele vermindering die is voorzien in deze zelfde bepaling;

d) de negatieve waarde van het bedrag van 44.001.224 €;

6° voor het begrotingsjaar 2016, een bedrag gelijk aan de som van :

a) het bedrag dat in toepassing van 5° is verkregen voor het begrotingsjaar 2015;

b) het verschil tussen de volgende twee bedragen :

- 27,07% van het bedrag vastgesteld in artikel 48/1, § 4, tweede lid, 2° van de bijzondere financieringswet, vóór toepassing van de verdeelsleutel vastgesteld in deze zelfde bepaling;

- *het bedrag dat in toepassing van* 4° is verkregen voor het begrotingsjaar 2016;

c) een negatief bedrag van 45.477.841 €;

7° voor het begrotingsjaar 2017 en voor elk van de volgende begrotingsjaren, het in 6° voorziene bedrag na aanpassing volgens de regels bepaald in artikel 35*nonies*, § 1, vierde en vijfde lid van de bijzondere financieringswet.

§ 3. Het bedrag van de jaarlijks aan de Franse Gemeenschapscommissie toegekende bijkomende dotatie is gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag dat voor het begrotingsjaar 2015 is vastgesteld op 2.858.693 €; vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt dat bedrag aangepast door het te vermenigvuldigen met een coëfficiënt gelijk aan de verhouding tussen het in artikel 40quinques voorziene bedrag van de dotatie van de Franse Gemeenschap voor het beschouwde jaar, en het bedrag van dezelfde dotatie voor het voorgaande begrotingsjaar;

2° een bedrag dat voor het begrotingsjaar 2015 is vastgesteld op 560.090 €; vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt dat bedrag aangepast overeenkomstig artikel 47/8, derde tot vijfde lid van de bijzondere financieringswet;

3° voor het begrotingsjaar 2015 een bedrag dat overeenstemt met 1,48 % van de middelen die aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden toegekend overeenkomstig artikel 47/7, §§ 1 en 2 van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989, in voorkomend geval verminderd met :

a) het bedrag vastgesteld in toepassing van artikel 47/7, § 3, tweede lid van de bijzondere financieringswet, in de mate dat de in dit artikel voorziene vermindering betrekking heeft op geriatriediensten gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, vanwege hun organisatie, op 1 januari 2013 moesten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap;

b) de bedragen vastgesteld in toepassing van artikel 48/1, § 1, tweede en vierde lid, in de mate dat deze bedragen betrekking hebben op de in artikel 5 § 1, I, eerste lid, 3° van de bijzondere wet bedoelde instellingen die, vanwege een wijziging in hun organisatie, niet meer moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap en bijgevolg behoren tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

en waaraan, in voorkomend geval, het bedrag vastgesteld in toepassing van artikel 48/1, § 1, derde en vierde lid moet worden toegevoegd, in de mate dat deze bedragen betrekking hebben op in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 3° van de bijzondere wet bedoelde instellingen die, vanwege een wijziging in hun organisatie, moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap en bijgevolg niet meer behoren tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie; voor de jaren 2016 tot en met 2024 wordt hetzelfde bedrag toegekend als voor 2015; vanaf 2025 tot 2034, wordt het toegekende bedrag lineair verminderd over een periode van 10 jaar tot het herleid is tot 0;

4° een bedrag dat voor het begrotingsjaar 2015 is vastgesteld op 52.677.231 €, in voorkomend geval verminderd met :

a) het bedrag vastgesteld in toepassing van artikel 47/8, tweede lid van de bijzondere financieringswet, in de mate dat de in dit artikel voorziene vermindering betrekking heeft op gespecialiseerde revalidatie- en behandelingsdiensten gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, vanwege hun organisatie, op 1 januari 2013 moesten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap;

b) de bedragen vastgesteld in toepassing van artikel 48/1, § 1, tweede en vierde lid, in de mate dat deze bedragen betrekking hebben op de in artikel 5 § 1, I, eerste lid, 2°, 4° en 5° van de bijzondere wet bedoelde instellingen die, vanwege een wijziging in hun organisatie, niet meer moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap en bijgevolg behoren tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

en waaraan, in voorkomend geval, het bedrag vastgesteld in toepassing van artikel 48/1, § 1, derde en vierde lid moet worden toegevoegd, in de mate dat deze bedragen betrekking hebben op in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 2°, 4° en 5° van de bijzondere wet bedoelde instellingen die, vanwege een wijziging in hun organisatie, moeten worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap en bijgevolg niet meer behoren tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie; voor de jaren 2016 tot en met 2024 wordt hetzelfde bedrag toegekend als voor 2015; vanaf 2025 tot 2034, wordt het toegekende bedrag lineair verminderd over een periode van 10 jaar tot het herleid is tot 0;

5° voor de begrotingsjaren 2016 tot en met 2024, een bedrag gelijk aan 0,0685 % van het bedrag vastgesteld in artikel 48/1, § 4, tweede lid, 2° van de bijzondere financieringswet vóór toepassing van de verdeelsleutel die is vastgesteld in deze zelfde bepaling; vanaf het begrotingsjaar 2025 tot en met 2034, wordt deze dotatie lineair verminderd over een periode van 10 jaar tot het herleid is tot 0;

6° voor het begrotingsjaar 2015, een negatief bedrag van 59.546 €;

7° voor het begrotingsjaar 2016, een negatief bedrag van 121.090 €;

8° voor het begrotingsjaar 2017 en voor elk van de volgende begrotingsjaren, het in 7° voorziene bedrag na aanpassing volgens de regels bepaald in artikel 35*nonies*, § 1, vierde en vijfde lid van de bijzondere financieringswet.

De in het eerste lid bedoelde dotatie wordt jaarlijks verminderd met de financiering door de federale overheid, overeenkomstig artikel 47/9, § 4 van de bijzondere financieringswet, van de investeringen van de ziekenhuisinfrastructuren en medisch-technische diensten die door dit decreet worden overgedragen naar de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 4. Vanaf de inwerkingtreding van de in artikel 6, § 1, eerste lid voorziene besluiten, genomen voor de uitoefening van de bevoegdheden die tot de inwerkingtreding van dit decreet daadwerkelijk worden uitgeoefend door de Gemeenschap, worden de in § 2, 1° en § 3, 1° bedoelde bedragen elk verhoogd met een bedrag vastgesteld bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College; dat bedrag mag niet groter zijn dan het totale bedrag van de uitgaven veroorzaakt door de bezoldiging en de werkingskosten van het personeel dat krachtens deze besluiten wordt overgedragen naar respectievelijk het Gewest en de Commissie.

Vanaf de inwerkingtreding van de in artikel 6, § 1, derde lid voorziene besluiten, worden de in § 2, 1° en § 3, 1° bedoelde bedragen elk verminderd met een bedrag vastgesteld bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College; dat bedrag mag niet groter zijn dan het totale bedrag van de uitgaven veroorzaakt door de bezoldiging en de werkingskosten van het personeel dat krachtens deze besluiten wordt overgedragen naar respectievelijk het Gewest en de Commissie.

§ 5. De in het tweede en derde lid voorziene dotaties worden overeenkomstig de regels vastgesteld bij besluit van de Gemeenschapsregering, genomen op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College, met naleving van de in artikel 54, § 1, vierde lid en § 2 van de bijzondere financieringswet uitbetaald op de eerste werkdag die volgt op de overdracht van de in dit artikel bedoelde middelen.

Art. 8. In de hypothese dat er van de aan de Franse Gemeenschap in toepassing van de artikelen 75 of 77 van de bijzondere financieringswet over te dragen middelen bedragen moeten worden ingehouden vanwege uitgaven van de federale overheid of van federale instellingen in het kader van de in artikel 3 van dit decreet bedoelde bevoegdheden, worden deze inhoudingen, naargelang het geval, verhaald op de bedragen die de Gemeenschap overmaakt aan het betrokken Gewest of de betrokken Commissie, bij besluit van de Gemeenschapsregering na overleg met de betrokken Regering of het betrokken College.

Art. 9. Bij wijze van overgangsmaatregel verricht de Gemeenschap gedurende de periode van 1 juli 2014 tot 31 december 2014, voor rekening van het Gewest en de Commissie en ten laste van de bij decreet geopende kredieten, de vastleggingen, ordonnanceringen en betalingen die voortvloeien uit de toepassing van de decreten, reglementen of beslissingen met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden die tot 30 juni 2014 werden uitgeoefend door de Gemeenschap.

Geen enkel decreet, geen enkel besluit en geen enkele beslissing waarvan de uitvoering van aard is om directe of indirecte gevolgen te hebben op de uitgaven die ten laste worden genomen door de Gemeenschap overeenkomstig het eerste lid of door een instelling belast met bevoegdheden door de in het eerste lid bedoelde decreten en reglementen, kan in werking treden vóór 1 januari 2015 indien het niet vooraf voor verslag is voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de voor deze uitgaven bevoegde gemeenschapsminister. In zijn verslag, dat hij uitbrengt binnen vijftien dagen vanaf de ontvangst van de vraag, maakt de Inspecteur van Financiën een schatting van het bedrag van de directe of indirecte gevolgen die het decreet, de in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, het besluit of de beslissing zal hebben op deze uitgaven zoals die voorzien zijn in de begroting van de Gemeenschap of van de betrokken communautaire instelling.

Het in het tweede lid bedoelde advies wordt meegedeeld aan de betrokken Regering of het betrokken College, evenals aan de gemeenschapsminister bevoegd voor Begroting en Financiën. Deze stelt, na overleg met de betrokken Regering of het betrokken College, op basis van het verslag van de Inspecteur van Financiën het voorlopig bedrag vast, in plus of in min al naargelang het geval, dat wordt verrekend op de in artikel 7 van het decreet van 22 juli 1993 bedoelde voorschotten op dotaties die nog voor het jaar 2014 moeten worden gestort aan de betrokken entiteit.

Op het einde van het begrotingsjaar 2014 wordt het bedrag van de impact van de overeenkomstig het tweede lid genomen maatregelen op dit begrotingsjaar vastgesteld bij besluit van de Gemeenschapsregering, genomen op basis van het verslag van de Inspecteur van Financiën en na overleg met de betrokken Regering of het betrokken College.

Dat bedrag wordt, na aftrek van het in het derde lid bedoelde voorlopig bedrag, in rekening gebracht, in plus of in min, van het saldo van de voornoemde dotaties.

Art. 10. Bij wijze van overgangsmaatregel verrichten het Waalse Gewest enerzijds en de Franse Gemeenschapscommissie anderzijds, gedurende de periode van 1 juli 2014 tot 31 december 2014, voor rekening van de Franse Gemeenschapscommissie en ten laste van de bij decreten geopende kredieten, de vastleggingen, ordonnanceringen en betalingen van de uitgaven die voortvloeien uit de toepassing van de decreten, reglementen of beslissingen met betrekking tot de bevoegdheden die ze uitoefenen overeenkomstig artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, maar die overeenkomstig dit decreet vanaf 1 juli 2014 opnieuw worden uitgeoefend door de Gemeenschap.

Geen enkel decreet, geen enkel besluit en geen enkele beslissing waarvan de uitvoering van aard is om directe of indirecte gevolgen te hebben op de uitgaven die ten laste worden genomen door het Waalse Gewest of respectievelijk de Franse Gemeenschapscommissie overeenkomstig het eerste lid of door een instelling belast met bevoegdheden door de in het eerste lid bedoelde decreten en reglementen, kan in werking treden vóór 1 januari 2015 indien het niet vooraf voor verslag is voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de voor deze uitgaven bevoegde Waalse minister of minister van de Franse Gemeenschapscommissie. In zijn verslag, dat hij uitbrengt binnen vijftien dagen vanaf de ontvangst van de vraag, maakt de Inspecteur van Financiën een schatting van het bedrag van de directe of indirecte gevolgen die het decreet, de in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, het besluit of de beslissing zal hebben op deze uitgaven zoals die voorzien zijn in de begroting van het Waalse Gewest of respectievelijk van de Franse Gemeenschapscommissie of de betrokken instelling.

Het in het tweede lid bedoelde advies wordt meegedeeld aan de Regering van de Franse Gemeenschap, evenals aan de minister van de Franse Gemeenschap bevoegd voor Begroting en Financiën. Deze stelt, na overleg met de Regering van de Franse Gemeenschap, op basis van het verslag van de Inspecteur van Financiën het voorlopig bedrag vast, in plus of in min al naargelang het geval, dat wordt verrekend op de in artikel 7 van het decreet van 22 juli 1993 bedoelde voorschotten op dotaties die nog voor het jaar 2014 moeten worden gestort aan de betrokken entiteit.

Op het einde van het begrotingsjaar 2014 wordt het bedrag van de impact van de overeenkomstig het tweede lid genomen maatregelen op dit begrotingsjaar vastgesteld bij besluit van de Regering of het College, naargelang het geval, genomen op basis van het verslag van de Inspecteur van Financiën en na overleg met de Regering van de Franse Gemeenschap. Dat bedrag wordt, na aftrek van het in het derde lid bedoelde voorlopig bedrag, in rekening gebracht, in plus of in min, van het saldo van de voornoemde dotaties.

Art. 11. § 1. Het Waals Parlement mag alle financiële middelen die hem krachtens de bijzondere financieringswet en de bepalingen van dit decreet toekomen, aanwenden voor de financiering van zowel de begroting voor de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 3 en 39 van de Grondwet als de begroting voor de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

§ 2. De Raad mag alle financiële middelen die hem krachtens artikel 178 van de Grondwet, de wet van 12 januari 1989, de financieringswet en de bepalingen van dit decreet toekomen, aanwenden voor de financiering van zowel de begroting voor de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 136, 163 en 166, § 3 van de Grondwet als de begroting voor de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 12. § 1. Het Gewest en de Commissie nemen, ieder wat hem betreft, de rechten en verplichtingen van de Gemeenschap over met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden, evenals de krachtens artikel 5 overgedragen goederen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit lopende en toekomstige gerechtelijke procedures.

Zijn eveneens bedoeld, de rechten en verplichtingen met betrekking tot de bijkomende bevoegdheden die bij de bijzondere wet van 26 december 2013 betreffende de zesde staatshervorming in de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden zijn overgedragen aan de Gemeenschap, die door de Gemeenschap worden overgenomen krachtens artikel 61, § 8 van de bijzondere financieringswet.

§ 2. De Gemeenschap neemt de rechten en verplichtingen over van het Gewest en de Commissie, met betrekking tot de uitoefening van de bevoegdheden van de Gemeenschap die voorheen werden uitgeoefend door het Gewest en de Commissie, overeenkomstig artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap, en die overeenkomstig dit decreet opnieuw worden uitgeoefend door de Gemeenschap.

Het Gewest en de Gemeenschap blijven, voor de verbintenissen aangegaan vóór 1 juli 2014, evenwel gebonden door de verplichtingen die bestaan op 30 juni 2014

1° hetzij wanneer hun betaling op deze datum verschuldigd is indien het gaat om vaste uitgaven of uitgaven waarvoor geen schuldvordering moet worden opgesteld;

2° hetzij voor de andere schulden wanneer die zeker zijn en hun betaling regelmatig op dezelfde datum werd gevorderd, overeenkomstig de geldende wetten, decreten en reglementen.

§ 3. In geval van geding mag de Gemeenschap, het Gewest of de Commissie, naargelang het geval, steeds tussenkomen of de overheid die haar opvolgt of die zij opvolgt in het geding roepen.

Art. 13. De Gemeenschap, het Gewest en de Commissie sluiten een samenwerkingsakkoord overeenkomstig artikel 92*bis*, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, teneinde de convergentie van hun beleid inzake gezondheidszorg en hulp aan personen te bevorderen.

Dit samenwerkingsakkoord voorziet in ieder geval :

a) De instelling van een sokkel van gemeenschappelijke principes volgens welke de partijen zich ertoe verbinden om hun bevoegdheden inzake gezondheidszorg en hulp aan personen uit te oefenen en toe te zien op de daadwerkelijke toepassing van deze principes;

b) De oprichting van een overlegstructuur tussen de verschillende entiteiten om de convergentie van het beleid op het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige taalgebied Brussel-Hoofdstad te garanderen, het beheer van deze bevoegdheden te verbeteren en toe te zien op de daadwerkelijke toepassing van de in punt *a)* bedoelde gemeenschappelijke principes.

Deze overlegstructuur omvat een ministerieel comité met alle ministers van alle executieven van de betrokken deelentiteiten die regelmatig moeten vergaderen, evenals een overlegorgaan bestaande uit vertegenwoordigers van de partners die zijn betrokken bij het beheer van deze bevoegdheden; dit orgaan zal worden belast met het uitbrengen van de adviezen, aanbevelingen en evaluaties over de manier om een structurerende en duurzame beleidsvisie op deze bevoegdheden te concretiseren.

Een regelmatig overleg van de leidende ambtenaren van de betreffende administratieve organen wordt georganiseerd.

Art. 14. De opdrachten, goederen, personeelsleden, rechten en verplichtingen van de federale overheidsinstellingen die, overeenkomstig de wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten worden overgedragen aan de Gemeenschap, in de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden, worden onmiddellijk op billijke wijze en naargelang de behoeften overgedragen aan het Gewest en de Commissie bij besluit van de Gemeenschapsregering genomen op eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

Art. 15. Dit decreet annuleert en vervangt decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, met uitzondering van de artikelen 7, 9, tweede lid, 10, § 1, 11, 3° en 14, tweede lid van dit decreet.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op de dag van de inwerkingtreding van het in artikel 13 bedoelde samenwerkingsakkoord.

Brussel, 4 april 2014.

De voorzitter,

De secretaris,

De griffier,

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C − 2014/31509]

10 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2014 entre la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la création d'une commission de déontologie

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1er. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 30 janvier 2014 entre la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la création d'une Commission de déontologie.